



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2002/L.34
11 avril 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-huitième session
Point 9 de l'ordre du jour

**QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS
FONDAMENTALES, OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE**

**Allemagne, Australie*, Autriche, Belgique, Canada, Danemark*, États-Unis
d'Amérique, Espagne, Finlande*, France, Grèce*, Irlande*, Islande*, Italie, Japon,
Lettonie*, Liechtenstein*, Lituanie*, Luxembourg*, Niger*, Nigéria, Norvège*,
Nouvelle-Zélande*, Pays-Bas*, Pologne, Portugal, Roumanie*, Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Soudan, Suède, Suisse* :
projet de résolution**

2002/... Situation des droits de l'homme en Sierra Leone

La Commission des droits de l'homme,

Réaffirmant que tous les États Membres ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales consacrées dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres instruments relatifs aux droits de l'homme applicables,

* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

Consciente que la Sierra Leone est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à la Convention relative aux droits de l'enfant et a ratifié les Protocoles facultatifs et aux Conventions de Genève du 12 août 1949, ainsi qu'à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, qu'elle a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et signé le Protocole facultatif s'y rapportant, qu'elle a ratifié le Statut de Rome de la Cour pénale internationale et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Rappelant les résolutions du Conseil de sécurité 1265 (1999) du 17 septembre 1999, 1270 (1999) du 22 octobre 1999, 1289 (2000) du 7 février 2000, 1296 (2000) du 19 avril 2000, 1313 (2000) du 4 août 2000, 1315 (2000) du 14 août 2000, 1343 (2001) du 7 mars 2001, 1346 (2001) du 30 mars 2001, 1370 (2001) du 18 septembre 2001, 1389 (2002) du 16 janvier 2002 et 1400 (2002) du 28 mars 2002, et rappelant ses propres résolutions 2000/24 du 18 avril 2000 et 2001/20 du 20 avril 2001,

Accueillant avec satisfaction les progrès notables accomplis dans le processus de paix en Sierra Leone, ainsi que les progrès réalisés dans le dialogue régional, en particulier la réunion au sommet des chefs d'État de l'Union du fleuve Mano qui s'est tenue récemment, mais inquiète de ce que la situation en Sierra Leone et dans la sous-région du fleuve Mano continue de faire peser une menace sur la paix et la sécurité dans la région et pourrait avoir des incidences sur les progrès accomplis,

Soulignant l'importance que revêt l'organisation, en mai-2002, d'élections libres, justes, crédibles et sans exclusive pour la stabilité à longue échéance de la Sierra Leone et insistant aussi sur la responsabilité qu'auront tous les participants de veiller à assurer la protection et la sécurité effective des civils pendant les prochaines élections, conformément aux normes internationales,

Exprimant sa vive inquiétude face à toutes les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises au cours de l'année écoulée en Sierra Leone et dans la

sous-région du fleuve Mano à l'encontre de civils, notamment des femmes et des enfants victimes d'enlèvement,

Se félicitant du retour volontaire dans leur communauté de Sierra-Léonais réfugiés en Guinée et au Libéria et de personnes déplacées à l'intérieur du pays, tout en réaffirmant que de nombreux réfugiés ont toujours besoin de protection et d'assistance, et consciente de ce que l'instabilité dans la sous-région du fleuve Mano continue d'être à l'origine de déplacements de personnes,

Exprimant sa vive inquiétude face aux informations faisant état de l'exploitation sexuelle et des violences sexuelles dont sont victimes des mineurs et des femmes réfugiés dans la sous-région du fleuve Mano,

Se félicitant des résolutions 1306 (2000), du 5 juillet 2000 et 1343 (2001) du 7 mars 2001, du Conseil de sécurité relative à la lutte contre le commerce illégal des diamants bruts qui contribuait à alimenter le conflit armé, et au trafic et à la fourniture illégale d'armes de petit calibre et d'armes légères qui aggravaient les violations des droits de l'homme en Sierra Leone,

Prenant note de la création imminente de la Commission vérité et réconciliation,

Reconnaissant que le Manifeste sierra-léonais des droits de l'homme de juin 1999 jette les bases de la promotion des droits de l'homme et engage à son maintien en application ainsi qu'à la création d'une commission nationale indépendante pour la démocratie et les droits de l'homme,

Reconnaissant l'importance de la coopération technique pour la promotion et la protection des droits de l'homme, qui contribuera à obtenir la stabilité et la sécurité et encouragera la coopération entre les États de la région,

1. *Accueille avec satisfaction:*

a) Le rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à l'Assemblée générale (A/56/281), le rapport de la Haut-Commissaire à la Commission sur la situation des droits de l'homme en Sierra Leone (E/CN.4/2002/37) et les dixième, douzième et treizième rapports du Secrétaire général sur la Mission des Nations Unies en Sierra Leone

(S/2001/627, S/2001/857 et Add.1, S/2001/1195, S/2002/267), en particulier les conclusions et recommandations relatives à la situation en matière de droits de l'homme et à la situation humanitaire en Sierra Leone ainsi que dans les pays voisins;

b) Les activités de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, qui a été créée en application de la résolution 1270 (1999) du Conseil de sécurité et élargie par la résolution 1299 (2000) du 19 mai 2000 et la résolution 1389 (2002) du Conseil de sécurité, avec pour mandat notamment de rendre compte des violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme en Sierra Leone et, en consultation avec les organismes compétents des Nations Unies, d'aider le Gouvernement sierra-léonais dans ses efforts visant à répondre aux besoins du pays dans le domaine des droits de l'homme, d'assurer la protection des civils courant un risque immédiat d'agression physique, en tenant compte des responsabilités du Gouvernement sierra-léonais, notamment de la police, et d'apporter une aide en ce qui concerne l'organisation des élections, en particulier en prêtant appui à la Commission électorale nationale;

c) Le déploiement de la Mission dans tout le pays et réaffirme combien il importe que l'autorité du Gouvernement soit rétablie afin de faciliter la libre et totale circulation du personnel humanitaire, des personnes et des biens sur tout le territoire;

d) Les mesures prises par le Gouvernement sierra-léonais pour asseoir son autorité dans tout le pays, mais note avec préoccupation qu'il continue de connaître de graves difficultés tenant à l'insuffisance de ressources pour rétablir l'administration civile et les services publics dans l'ensemble du pays;

e) Le travail accompli par la Section des droits de l'homme de la Mission et l'aide apportée au Gouvernement sierra-léonais par la Haut-Commissaire et par la communauté internationale pour promouvoir une culture de protection des droits de l'homme en Sierra Leone, notamment les activités menées avec toutes les forces engagées dans le conflit;

f) L'achèvement du processus de désarmement et de démobilisation et la levée de l'état d'urgence, qui ont permis une amélioration de la situation des droits de l'homme en Sierra Leone et ont abouti à l'instauration d'un climat plus sûr davantage propice à l'organisation d'élections libres, justes, sans exclusive et crédibles;

g) Le programme spécial de restitution volontaire d'armes illégalement détenues par la population civile, mis en œuvre à l'échelle communautaire par la police sierra-léonaise;

h) La remise en liberté de plus de 3 000 enfants soldats, enlevés et séparés de leurs familles par le Front uni révolutionnaire et par les milices de défense civile progouvernementales considérée comme l'un des faits nouveaux les plus positifs de l'année, tout en demandant la libération de toutes les personnes retenues contre leur volonté;

i) Les initiatives et les mesures prises par le Gouvernement et la société civile sierra-léonais, de concert avec la communauté internationale, pour doter le pays d'une infrastructure de défense des droits de l'homme, notamment la poursuite de l'action menée pour mettre en place une commission vérité et réconciliation qui fonctionne effectivement et un tribunal spécial, en particulier les actions à l'intention des communautés pour les informer des objectifs du Tribunal spécial et de la Commission, et réaffirme qu'il est toujours nécessaire d'œuvrer dans ce domaine pour promouvoir la paix, la justice et la réconciliation nationale et pour obtenir que chacun se sente responsable et respecte les droits de l'homme;

j) La signature de l'accord entre le Secrétaire général de l'ONU et le Gouvernement sierra-léonais pour la création d'un tribunal spécial indépendant, conformément à la résolution 1315 (2000) du Conseil de sécurité, afin de juger ceux qui portent la responsabilité la plus lourde des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des autres violations graves du droit international humanitaire, ainsi que des crimes au regard des règles du droit sierra-léonais commis sur le territoire de la Sierra Leone depuis le 30 novembre 1996;

k) Les contributions volontaires déjà apportées et les annonces de contributions au fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Tribunal spécial et engage instamment les États à dégager les ressources nécessaires pour que le budget énoncé dans la proposition du Secrétaire général puisse être couvert;

l) Le rapport de la mission de planification en vue de la création d'un tribunal spécial pour la Sierra Leone (S/2002/246, annexe);

m) Les efforts récemment engagés par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union du fleuve Mano pour atténuer les tensions dans la sous-région et engage ces derniers à

entreprendre de façon concertée une action visant à désarmer et à démobiliser tous les groupes armés n'appartenant pas à l'État qui opèrent dans la sous-région du fleuve Mano;

n) Le travail accompli par la Commission nationale pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration, de concert avec les institutions participantes, pour favoriser l'adoption de mesures qui ont contribué à mettre un terme au conflit et continuent de faciliter la réinsertion et la réconciliation au sein de la société sierra-léonaise;

o) La formation aux droits de l'homme, notamment la formation spécialisée concernant les problèmes des femmes et les droits des enfants, dispensée aux observateurs nationaux des droits de l'homme, aux policiers et aux membres du personnel militaire de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone;

p) Le rapport de la mission d'évaluation menée conjointement par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'organisation non gouvernementale Save the Children-Royaume-Uni au sujet des allégations révélant que des enfants réfugiés dans les pays de la sous-région du fleuve Mano avaient été victimes de violences sexuelles et d'exploitation sexuelle, note avec une vive inquiétude les allégations contenues dans ce rapport et se félicite de ce que le Secrétaire général se soit engagé à une «tolérance zéro» et ait déclaré son intention de faire ouvrir sans délai et en toute transparence des enquêtes sur les allégations portées dans le rapport, exige que des mesures correctrices soient prises, notamment des mesures disciplinaires à l'encontre de ceux qui peuvent être impliqués, et prie le Secrétaire général de faire connaître à l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session les résultats de l'enquête confiée au Bureau des services de contrôle interne;

q) La visite en Sierra Leone de la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes, y compris ses causes et ses conséquences et son rapport (E/CN.4/2002/83/Add.2), et prend note avec satisfaction des recommandations qui y figurent;

r) L'affectation continue à la Mission de conseillers pour la protection de l'enfance afin d'aider à assurer la protection des droits des enfants – qui constitue une priorité tout au long du processus de maintien et de consolidation de la paix en Sierra Leone – ainsi que les efforts déployés par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour répondre aux besoins de protection

et d'assistance des enfants, et insiste sur la nécessité d'accroître la protection dans les camps et les zones d'installation des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays;

s) Les activités menées par le Comité international de la Croix-Rouge et des organisations humanitaires, en particulier celles qui portent sur la promotion du respect du droit international humanitaire, dans le domaine de l'assistance médicale, des activités de secours, des visites aux détenus, et l'effort de remise en état de l'infrastructure du pays afin de permettre la réinstallation et la réinsertion des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des réfugiés rapatriés;

2. *Se déclare vivement préoccupée:*

a) Par les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire qui ont été commises en Sierra Leone et se félicite à ce sujet des efforts engagés pour traduire en justice les responsables de crimes et d'atrocités perpétrés contre des civils, notamment des femmes et des enfants, par les factions en guerre, telles que: exécutions sommaires et extrajudiciaires, mutilations, enlèvements, détentions arbitraires, prises d'otages, recrutement forcé, travail forcé, déplacements forcés, harcèlements, pillages, destruction de biens, agressions et assassinats de journalistes, et détention de personnes victimes d'enlèvement;

b) Par la révélation récente, étayée par des éléments de preuve, de violations des droits de l'homme et de manquements graves au droit international humanitaire commis dans certaines régions de la Sierra Leone occupées jusqu'à une date récente par les forces rebelles, en particulier d'atrocités contre des civils, y compris des femmes et des enfants, telles que des exécutions sommaires et extrajudiciaires, des mutilations et des tortures, et souligne la nécessité de conserver les éléments de preuve jusqu'à ce qu'il soit procédé à l'examen médico-légal;

c) Par les agressions dont les femmes et les filles ont été particulièrement la cible en Sierra Leone, victimes de viols, de viols collectifs, d'esclavage sexuel et d'autres atteintes sexuelles, note avec inquiétude qu'à ce jour le pourcentage de jeunes filles remises en liberté est faible et exhorte à l'instauration des conditions voulues pour que les femmes et les jeunes filles qui ont été contraintes de contracter mariage ou d'avoir d'autres relations et toutes les autres jeunes filles tenues en captivité par des anciens combattants, soient immédiatement remises en liberté si elles le souhaitent, et demande l'adoption de mesures qui tiennent compte des besoins

spéciaux et de la vulnérabilité particulière des jeunes filles touchées par le conflit armé, dans la mise en œuvre de programmes de réinsertion;

d) Par les informations faisant état de l'emploi dans les mines de diamants d'enfants qui ont été enlevés, qui ont fait expressément savoir qu'ils voulaient retrouver leur famille et à qui cela a été refusé;

e) Par la lenteur avec laquelle la phase de réinsertion du programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion continue d'être mise en œuvre en raison d'une grave insuffisance de financement;

f) Par la persistance d'informations faisant état du trafic et de la fourniture illégale d'armes légères et de matériel connexe, en particulier à travers les frontières internationales, en infraction à la résolution 1171 (1998) du Conseil de sécurité du 5 juin 1998;

g) Par la situation humanitaire déplorable de la population, notamment des réfugiés et des personnes déplacées en Sierra Leone et dans les États voisins, due à la violence et aux tensions récentes persistantes dans les régions frontalières, et par les obstacles qui entravent le retour librement consenti et en toute sécurité dans leurs foyers des populations touchées;

3. *Exhorte* toutes les parties au conflit en Sierra Leone:

a) À respecter les droits de l'homme et le droit international humanitaire, notamment les droits fondamentaux des femmes et des enfants;

b) À continuer de coopérer pleinement avec la Mission, notamment avec sa Section des droits de l'homme, et à continuer de lui garantir l'accès sans condition à l'ensemble du pays;

c) À continuer d'agir de concert pour assurer le désarmement intégral et rapide des combattants dans toutes les régions, et à accorder une attention particulière aux enfants combattants dans le processus de réinsertion;

d) À continuer de veiller à ce que l'accès à l'ensemble des populations touchées puisse s'effectuer en toute sécurité et sans entrave, conformément au droit international humanitaire, et à faire en sorte que le statut du personnel des Nations Unies et du personnel associé, notamment

les agents engagés localement, ainsi que du personnel humanitaire soit pleinement respecté, en fournissant des garanties pour la sécurité et la liberté de mouvement de ces personnes;

e) À coopérer avec le Tribunal spécial pour la Sierra Leone et avec la commission vérité et réconciliation, lorsqu'ils auront été créés.

4. *Exhorte* tous les États de la sous-région du fleuve Mano à apporter leur assistance et leur coopération au Tribunal spécial pour la Sierra Leone, à œuvrer au rétablissement de la paix et de la sécurité dans la région et à avancer rapidement dans l'application de mesures tendant à rétablir la confiance, comme en ont décidé les participants au Sommet de Rabat,

5. *Exhorte* toutes les parties en présence dans la région à garantir le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les camps de réfugiés et de personnes déplacées, ainsi que le caractère civil de ces camps, et à travailler à l'instauration de conditions susceptibles de permettre le retour librement consenti et en toute sécurité dans leurs foyers des populations touchées;

6. *Insiste* sur la nécessité d'établir une coopération entre le Tribunal spécial et la Commission vérité et réconciliation, en reconnaissant la complémentarité de leur rôle et en respectant l'indépendance de chacune des institutions et l'établissement de leur propre ordre de priorité, notamment en ce qui concerne l'intervention dans les procédures de l'un et de l'autre de mineurs délinquants et d'enfants appelés à témoigner, et de veiller à ce qu'il soit tenu compte de la sensibilité particulière des femmes dans le travail de la Commission et du Tribunal spécial;

7. *Engage* le Gouvernement sierra-léonais à:

a) Continuer d'agir en étroite collaboration et de renforcer sa coopération dans le domaine des droits de l'homme avec la Mission des Nations Unies en Sierra Leone et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme;

b) Signer avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme un mémorandum d'accord portant sur la Commission vérité et réconciliation;

c) Faire en sorte que la Commission vérité et réconciliation fonctionne effectivement, de façon à s'attaquer à la question des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire perpétrées depuis le début du conflit en Sierra Leone, en 1991;

d) Accorder une attention prioritaire aux besoins spéciaux de toutes les victimes de mutilations et aux femmes et enfants dont il a la charge, en particulier les victimes de sévices sexuels, de traumatismes profonds et les personnes déplacées par suite du conflit, en coopération avec la communauté internationale;

e) Continuer de travailler à rétablir l'autorité civile par la fourniture des services publics et sociaux de base, y compris la sécurité et l'administration de la justice, dans tout le pays;

f) Encourager la société civile sierra-léonaise à coopérer au fonctionnement du Tribunal spécial et de la Commission vérité et réconciliation.

8. *Demande de nouveau* au Gouvernement sierra-léonais d'enquêter sur les cas signalés de violation des droits de l'homme et de mettre fin à l'impunité, et prie de nouveau le Secrétaire général et la Haut-Commissaire de répondre favorablement à toute demande d'assistance du Gouvernement sierra-léonais pour enquêter sur les cas signalés de violation des droits de l'homme;

9. *Décide :*

a) De prier de nouveau la Haut-Commissaire et la communauté internationale de continuer d'aider le Gouvernement sierra-léonais à mettre en place, dans les meilleurs délais, la Commission vérité et réconciliation et à faire en sorte qu'elle fonctionne effectivement en tant que processus important de régénération de nature à contribuer à la paix et à la réconciliation dans le pays;

b) De prier la communauté internationale de participer au renforcement des tribunaux et du système judiciaire de la Sierra Leone, notamment le système de justice pour mineurs, ainsi qu'à la création dans les meilleurs délais d'une commission nationale des droits de l'homme;

c) D'exhorter la communauté internationale à dégager les fonds nécessaires pour couvrir le budget prévu par le Secrétaire général dans son appel de fonds, de personnel, de

matériel et de services en vue du fonctionnement et de l'entretien du Tribunal spécial, de sorte qu'il puisse traduire en justice ceux qui portent la responsabilité la plus lourde des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des autres violations graves du droit international humanitaire, ainsi que des crimes au regard des règles pertinentes du droit sierra-léonais, commis sur le territoire de la Sierra Leone depuis le 30 novembre 1996;

d) D'encourager la communauté internationale à répondre à l'appel du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et de dégager les ressources nécessaires pour permettre la mise en place et le fonctionnement de la Commission vérité et réconciliation;

e) De prier le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour faciliter les activités du Tribunal spécial, notamment celles de son comité directeur;

f) De prier la Haut-Commissaire et la communauté internationale d'apporter une assistance technique appropriée au personnel du Tribunal spécial, en particulier au personnel relevant des services judiciaires, des services du parquet et des services de protection et de demander au Haut-Commissariat d'envoyer sans délai une équipe scientifique pour examiner les charniers et les autres éléments de preuve des atrocités commises en Sierra Leone qui auront de l'importance pour le travail de la Commission vérité et réconciliation et du Tribunal spécial;

g) De prier le Secrétaire général, la Haut-Commissaire et la communauté internationale d'apporter toute l'assistance nécessaire à la Section des droits de l'homme de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone, en veillant notamment à ce que la Section soit pleinement intégrée dans les travaux de la Mission, pour lui permettre, conformément à son mandat, de rendre compte des violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme en Sierra Leone et, en consultation avec les organismes pertinents des Nations Unies, d'aider le Gouvernement sierra-léonais dans ses efforts pour répondre aux besoins du pays en matière de droits de l'homme, et notamment:

- i)* D'intensifier sa participation aux programmes de coopération technique, aux services consultatifs et aux activités de promotion des droits de l'homme;
- ii)* De renforcer son appui aux organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme et aux autres groupes travaillant dans ce domaine en Sierra Leone,

y compris dans le cadre du Forum national pour les droits de l'homme, et de poursuivre et développer sa coopération avec ces organisations et groupes;

h) De prier la Haut-Commissaire de rendre compte à l'Assemblée générale, à sa cinquante-septième session, et à la Commission, à sa cinquante-neuvième session, de la situation des droits de l'homme en Sierra Leone, en se référant notamment aux rapports de la Section des droits de l'homme de la Mission;

i) D'examiner cette question à sa cinquante-neuvième session au titre du même point de l'ordre du jour, en lui accordant un rang de priorité élevé.
